

# LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE ÉGARÉE (UNE FOIS DE PLUS) EN TERRITOIRE LIBYEN

LE 28 AVRIL 2011 JÉRÔME LARCHÉ (YOUNPHIL)

Affichant au sujet de la Libye la désunion de ses deux piliers, la France et l'Allemagne, l'Union européenne montre avec ce nouveau conflit des symptômes connus d'un manque de cohésion diplomatique qui confine à l'impuissance.

Et si le conflit libyen durait? Telle est notamment la crainte de **Gérard Longuet, le Ministre français de la Défense**, alors même que la légitimité de Kadhafi est en pleine érosion aux yeux de ses concitoyens comme de l'opinion internationale. Cet enlèvement, dû en partie à la précarité organisationnelle des rebelles libyens comme à la volonté guerrière des forces pro-Kadhafi, est en train de se cristalliser dans les combats de guérilla urbaine qui se déroulent actuellement à Misrata. Cette "ville-martyre" a déjà vu le déplacement de plusieurs milliers de personnes, et les victimes des armes à sous-munition sont confirmées par de nombreuses sources médicales.

Dans ce contexte, l'aide humanitaire est difficile de mettre en œuvre. Mais elle s'organise pour fournir une assistance impartiale aux populations civiles victimes du conflit, et vivant dans des conditions précaires.

## Le désaccord franco-allemand, faille dans le processus de décision de l'UE

Dans le même temps où naissait une polémique soulevée par le Ministre français des Affaires Etrangères, Alain Juppé, sur le degré réel d'engagement de l'OTAN, l'Europe peine à faire entendre sa voix. Que l'on soit d'accord ou non avec les choix faits, les Nations Unies comme l'OTAN ont pris une décision politique, l'une en votant la résolution 1973, l'autre en joignant ses forces militaires à la coalition franco-britannique.

Le couple franco-allemand, moteur politique de l'Europe des 27 Etats-membres, n'a pu qu'étaler son désaccord lors du vote de la résolution 1973 au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il n'est pas sûr que les 40 millions d'euros débloqués par l'Union Européenne pour aider les populations civiles libyennes suffisent à construire une politique étrangère crédible.



D'autre part, la décision prise le 1er avril dernier de déployer une force militaire afin d'assister l'aide humanitaire, baptisée "EUFOR Libya", et la pression exercée par les Etats membres de l'UE auprès d'UNOCHA (l'organisme de coordination de l'aide humanitaire des Nations-Unies) pour exiger sa mise en œuvre, ne sont pas de nature à rassurer sur la capacité européenne actuelle à produire une volonté politique collective, susceptible de favoriser la résolution de ce conflit. Comme l'a très récemment et très justement noté **VOICE – la plate-forme des ONG européennes basée à Bruxelles** -, cette opération militaire ne peut être mise en œuvre qu'à la demande d'UNOCHA et dans le cadre pré-établi du MCDA (guidelines sur l'utilisation des moyens militaires et de protection civile pour épauler les activités humanitaires en situations d'urgences complexes).

Ce cadre, rappelé récemment par Valérie Amos – responsable d'UNOCHA – aux responsables de l'OTAN et du Service d'Action Extérieure de l'UE, stipule que *"toutes les alternatives civiles doivent avoir été explorées"* avant d'envisager un soutien par des moyens militaires. Ceux-ci doivent *"rester sous coordination civile"*, et *"respecter la nature neutre et basée sur les besoins (impartialité) de l'aide humanitaire"*. Selon le traité de Lisbonne, tout comme l'initiative du **Good Humanitarian Donorship et le Consensus Humanitaire Européen**, l'action humanitaire doit rester neutre et impartiale. Elle ne peut servir d'outil de résolution des crises.

## Humanitaire / militaire, la confusion des genres

Au-delà de la situation difficile pour les populations civiles, la position des humanitaires sur le terrain libyen est que, pour l'instant, il n'y a pas besoin du déploiement de cette force européenne, dont le qualificatif antinomique *"militaro-humanitaire"*, a déjà prouvé sa faiblesse conceptuelle et ses insuffisances opérationnelles sur des terrains comme le Kosovo, la Somalie, ou l'Afghanistan.

La confusion des genres entre action humanitaire et opérations militaires des forces armées internationales brouille l'image des ONG et des agences humanitaires, et peut amener les populations à douter de leur impartialité et de leur indépendance. Les organisations humanitaires sont soucieuses de pouvoir préserver en tout temps et en tous lieux l'accès aux populations civiles vulnérables. Cette confusion, entre les humanitaires et les instruments du pouvoir politique que sont les militaires, peut constituer une menace non seulement en termes d'acceptation par les communautés (l'acceptation étant une pierre angulaire de la sécurité des programmes et des équipes), mais aussi en termes de participation active aux programmes.



Les Etats-membres de l'UE, tout comme sa diplomatie, doivent plutôt faire entendre leur union et leur force politique face aux enjeux complexes de la crise libyenne et à son risque "d'ensauvagement", plutôt que de se réfugier derrière l'alibi humanitaire pour cacher leur désunion. Reconnue comme un acteur mondial de la solidarité et un modèle politique d'intégration propice à favoriser la paix, l'UE peut aujourd'hui faire fructifier ce capital de crédibilité en séparant clairement ce qui relève du politique et de l'humanitaire.

Une instrumentalisation de l'aide humanitaire, aujourd'hui en Libye, ne masquera en rien le manque de cohésion et de politique étrangère de l'UE. Au contraire, il ne fera que le souligner.

**SERGE ULESKI**

le 2 mai 2011 - 0:12 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Joli mois de Mars qu'un Avril... privé de poisson, ne démentira pas*

---

*A l'heure où l'intervention militaire française en Libye tourne à vide, et l'Otan... au ralenti*

...

\*\*\*

*C'est Bernard-Henri Lévy sur le perron de l'Elysée qui engagera la France dans un nouveau conflit.*

*A la trappe le Quai d'Orsay et le ministre des affaires étrangères Alain Juppé !*

*Quand la bêtise, et très certainement des motivations peu avouables (1) se drapent de considérations humanitaires et se vautrent dans le désintéressement, c'est BHL au plus haut et au plus fort d'une crise égotique qui prend les choses en mains et les commandes d'un nouveau théâtre de l'absurde en va-t-en guerre infatué, au dé-service d'une France qui n'avait sans doute pas assez de sa guerre d'Afghanistan.*

*Au plus bas dans les sondages, conseiller ou bien manipulé par ce même Bernard-Henri Lévy, Sarkozy n'aura rien trouvé de mieux que de précipiter la France dans une nouvelle aventure guerrière sans débat à l'Assemblée, dans la plus pure des traditions non démocratiques d'une France qui est aujourd'hui celle du premier venu ; un premier venu qui ne sera pourtant pas le dernier à l'humilier en la ridiculisant avant de s'asseoir et de lui passer dessus.*

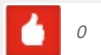
*Sarkozy n'avait pas encore précipité le pays dans une telle aventure ; BHL, à la fois presbyte et myope, dans la plus pure des traditions d'un système médiatique qui confond les élites – qui ne peuvent être qu'intellectuelles et morales -, avec des tribuns désœuvrés – à la fois morts d'ennui et privés d'oeuvre -, a sans aucun doute cherché à combler ce manque qui est apparu à ses yeux comme une lacune insupportable...*

*1 – Côté BHL : « ... tout ce qui est bon pour moi et ma notoriété est bon pour la France ou pas ; or, la chute de Kadhafi, c'est bon pour Israël aussi. »*

*Côté Sarkozy : « il a raison ce BHL : cet engagement armé à un an du renouvellement de mon mandat, est sans risques ; et cette guéguerre peut rapporter gros en terme de popularité ! »*

---

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE